

Soins médicaux—Loi

Si le gouvernement des États-Unis adopte un programme global comme celui qui fonctionne actuellement au Canada, je doute beaucoup que l'économie de ce pays puisse le supporter. Le ministère a étudié ce rapport. Il a été présenté par les représentants provinciaux. Le gouvernement du Canada s'en est moqué. Cependant, il est évident aujourd'hui qu'une mauvaise administration, une réglementation insuffisante et l'ingérence du fédéral sont en train d'épuiser nos ressources. Ce programme coûte tellement cher que le gouvernement du Canada ne sait plus où donner de la tête.

C'est faire preuve d'irresponsabilité que de blâmer les provinces après les avoir virtuellement obligées à accepter les conditions du gouvernement fédéral. C'est renoncer à un principe que, prétend-on tout le monde pourrait appuyer. Nous constatons maintenant que ni le trésor fédéral, ni, à plus forte raison, les trésors provinciaux, ne peuvent faire face à leurs obligations dans le domaine de la santé, au point qu'ils vont réduire les paiements dans les domaines de l'hospitalisation, des soins médicaux et de la recherche médicale. C'est un acte irresponsable de la part d'un parti qui, en proférant des menaces, a obligé toutes les provinces du Canada à accepter ce programme.

M. Stan Darling (Parry Sound-Muskoka): Monsieur l'Orateur, hier mon collègue le député de Brandon-Souris (M. Dinsdale) a déclaré que le gouvernement fédéral avait fait un autre pas en arrière en présentant ce bill. Le député a dit également qu'il trouvait triste de voir un gouvernement jadis vigoureux et innovateur arriver de cette façon au bout de son rouleau. Je dirai à la Chambre que le gouvernement a descendu la pente depuis ce triste jour de juin 1968 où il est venu au pouvoir.

Je dois convenir qu'il a beaucoup innové. Sur le plan du gaspillage et de l'inefficacité, jamais un gouvernement canadien n'avait fait aussi bien. Il a accouché des plus gros déficits de notre histoire et créé un climat de crainte, de suspicion et de désespoir qui s'est répandu d'un bout à l'autre de notre grand pays. Je m'inquiète beaucoup de ce qui arrive à notre pays et c'est pourquoi je dois demander au gouvernement d'arrêter d'innover et de commencer à administrer.

Je suis certain que mes collègues de l'opposition officielle ne comprennent pas mieux que moi ce qui a poussé le gouvernement à présenter ce bill. Lorsque le gouvernement nous a assomés l'autre jour avec ses prévisions budgétaires pour l'année prochaine, j'en ai eu le souffle coupé. Étant donné que nous nous trouvons aujourd'hui dans une impasse économique créée par un gouvernement qui, il y a un an à peine, s'est répandu en injures contre notre proposition, relativement modeste, de contrôle des prix et des salaires, je m'attendais à voir le gouvernement déposer à peu près les mêmes prévisions budgétaires que l'année dernière. En fait, les prévisions de dépenses ont augmenté de 16 p. 100 par rapport à celles de l'année précédente, et elles doivent augmenter encore lorsque le budget supplémentaire sera déposé, dans le courant de l'année.

● (1740)

Je trouve inadmissible que le gouvernement se réserve une part du trésor public deux fois supérieure à la limite qu'il a imposée au secteur privé, tout en présentant une mesure législative tendant à réduire les services hospitaliers et médicaux que les provinces ont mis sur pied au fil des ans, en partie suite à une promesse de participation du gouvernement fédéral.

[M. McCain.]

Le programme actuel d'assurance-maladie n'a pas été mis sur pied sur une initiative unilatérale des provinces. Celles-ci ont été entraînées dans ce programme par un gouvernement fédéral qui n'est pas réputé pour tenir ses promesses. Cependant, soucieux d'assurer le bien-être de nos citoyens, nous avons été obligés de participer à un accord de partage des frais avec le gouvernement fédéral en lui faisant aveuglément confiance. Maintenant que nous sommes fortement engagés, avec peu ou pas de marge de manœuvre, le gouvernement dépose cette monstrueuse supercherie.

Le seul parti représenté ici qui paraisse aimer ce bill, c'est le NPD, qui se pose toujours en champion des petites gens. A l'en croire, c'est le parti de la bonté, de l'amour fraternel, de l'instinct maternel. Il se délecte de ce bill, en pensant qu'il va pouvoir s'en servir pour monter à l'assaut des gouvernements dans les provinces sur lesquelles il n'est pas encore arrivé à mettre la main.

M. Nystrom: Et les conservateurs de gauche?

M. Darling: Ne vous inquiétez pas des conservateurs de gauche, des conservateurs centristes et des autres. Nous allons rester unis, ne vous en faites pas.

Des voix: Bravo!

M. Darling: Je sais bien que les députés siégeant à ma gauche sont mécontents du choix que nous avons fait. Ils ont prié pour que nous choissions un autre chef. Qu'ils essaient donc de le nier.

M. Paproski: Bien envoyé!

M. Darling: Les discours que tous ces socialistes ont prononcés sur le sujet nous portent à croire qu'ils n'ont même pas lu le bill. L'un après l'autre, ils ont essayé d'imputer la faute pour le bill à l'étude au gouvernement de l'Ontario plutôt qu'au gouvernement fédéral. A mon avis, les néo-démocrates pensent à tort pouvoir faire croire aux électeurs ontariens que le gouvernement provincial du premier ministre Davis a rédigé la mesure et a réussi de quelque façon à la présenter à la Chambre des communes.

Les néo-démocrates sous-estiment l'intelligence de ceux qu'ils voudraient tant gouverner. Lorsqu'ils prennent part aux débats sur la mesure à l'étude, ils cherchent moins à reprocher au gouvernement fédéral de se dérober à ses obligations qu'à préparer leur programme politique pour la prochaine campagne électorale en Ontario. Je vois déjà les néo-démocrates parcourir la province disant aux électeurs que pour se rendre aux bureaux de scrutin, ils devront passer par-dessus le corps de ceux qui n'ont pas pu obtenir de lit d'hôpital. Le fait est que le régime d'assurance-maladie et d'assurance-hospitalisation de l'Ontario est excellent et que les électeurs le savent. L'Ontario continuera de fournir d'excellents services médicaux malgré les efforts du gouvernement fédéral pour se dérober à son engagement.

S'il n'y a pas de place à présent pour les régimes d'assurance-maladie provinciaux, fondés sur une base équitable de participation, malgré les prévisions budgétaires boursofflées qui nous ont été présentées il y a quelques jours, je le demande, au nom de tous les saints, que se passe-t-il donc dans notre pays? Aucun homme et aucune femme censés ne nieront le fait que le coût des soins médicaux se sont élevés au cours des dernières années, mais il n'en a été de ceux-ci comme de tous les autres frais, depuis que le gouvernement fédéral est au pouvoir.